Règlement de prévoyance

de Libre Passage UP, dont le siège est à Pfäffikon SZ

En vertu de l'art. 11 de l'acte de fondation de Libre Passage UP (**la fondation**), le conseil de fondation édicte le règlement suivant:

1. But

Art. 1 But

- (1) La fondation a pour but le maintien de la prévoyance professionnelle conformément aux dispositions de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LFLP) et de l'ordonnance correspondante (OLP). À cet effet, elle accepte des prestations de sortie ou des avoirs de libre passage (avoirs de prévoyance) dans les limites des possibilités offertes par la loi.
 - (2) La fondation est soumise à la surveillance de l'autorité de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance LPP de la Suisse centrale (**ZBSA**).
 - (3) Le règlement de prévoyance (**le règlement**) définit les droits et obligations du preneur de prévoyance à l'égard de la fondation.
 - (4) La fondation peut offrir une couverture d'assurance pour les risques d'invalidité et de décès. Dans ce cadre, elle intervient en tant qu'intermédiaire.
-

2. Placements

2.1. Placements liés à un compte

Art. 2 Banques gérant des comptes

Le conseil de fondation désigne les banques gérant les comptes, soumises à la surveillance de l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (**FINMA**), auprès desquelles les avoirs de prévoyance sont placés sous forme de dépôt d'épargne conformément à l'art. 19 OLP, selon des critères de sécurité, de qualité et de coûts.

Art. 3 Compte de libre passage

- (1) La fondation conclut avec chaque preneur de prévoyance une convention de prévoyance qui règle les détails de la relation de prévoyance.

Libre Passage UP

- (2) La fondation ouvre et gère un compte de libre passage séparé au nom de chaque preneur de prévoyance.

Art. 4 Inscriptions au crédit du compte de libre passage

Sont notamment crédités sur le compte de libre passage:

- (a) les prestations de sortie d'institutions de prévoyance apportées;
- (b) les prestations de libre passage d'autres institutions de libre passages apportées;
- (c) les remboursements de versements anticipés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement;
- (d) les paiements pour solde éventuellement perçus suite à un divorce ou à la dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré;
- (e) les intérêts et les produits de titres.

Art. 5 Inscriptions au débit du compte de libre passage

Sont notamment débités du compte de libre passage:

- (a) les transferts d'avoirs de prévoyance à d'autres institutions de prévoyance ou de libre passage;
- (b) les retraits du preneur de prévoyance dans le cadre des dispositions légales;
- (c) les versements partiels (paiements pour solde) suite à un divorce ou à la dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré;
- (d) les frais et indemnités de la fondation, des mandataires et des fondés de procuration conformément au règlement sur les frais; et
- (e) les éventuelles primes de risque, si une assurance a été conclue pour les risques de décès et d'invalidité.

Art. 6 Intérêts

- (1) Le conseil de fondation fixe le taux d'intérêt applicable aux comptes de libre passage. Il peut l'adapter en tout temps.
- (2) Les intérêts sont crédités à la fin de chaque année civile.
- (3) Si le preneur de prévoyance quitte la fondation en cours d'année, les intérêts pour l'année en cours sont calculés proportionnellement jusqu'à la date de valeur de la sortie.

Libre Passage UP

2.2. Placements liés à des titres

Art. 7 Dépôt de titres

Les placements doivent être déposés auprès d'un dépositaire conformément à l'art. 19a, al. 3, OLP. Le conseil de fondation désigne les dépositaires qui sont toujours sélectionnés selon des critères de sécurité, de qualité et de coût. Conformément à l'art. 19a, al. 3, OLP, les titres sont déposés auprès d'une banque ou d'une maison de titres soumise à la surveillance de la FINMA.

Art. 8 Prise en charge des risques

Le preneur de prévoyance supporte le risque lié au cours des titres. Il n'existe aucun droit à un rendement minimal ni au maintien de la valeur du capital.

Art. 9 Autres dispositions

Pour le surplus, les dispositions du règlement de placement s'appliquent.

2.3. Certificat de libre passage et obligation d'annoncer

Art. 10 Certificat de libre passage

À l'ouverture du compte de libre passage et au début de chaque année suivante, la fondation délivre au preneur de prévoyance un certificat de libre passage, qui contient notamment les données personnelles du preneur de prévoyance, la date d'entrée, le montant de l'avoir ainsi que le rendement obtenu. Le certificat de libre passage est disponible sur le portail Internet de la fondation.

Art. 11 Obligation d'annoncer du preneur de prévoyance

Si le preneur de prévoyance entre dans une nouvelle institution de prévoyance, la fondation verse l'avoir de prévoyance à la nouvelle institution afin de maintenir la prévoyance. Le preneur de prévoyance informe la fondation de son entrée dans la nouvelle institution de prévoyance.

3. Prestations de prévoyance

3.1. Prestation de vieillesse

Art. 12 Échéance ordinaire

La prestation de vieillesse est due le premier du mois qui suit celui au cours duquel le preneur de prévoyance atteint l'âge de référence AVS ordinaire selon l'art. 13, al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (**LPP**) (**âge de référence**).

Libre Passage UP

Art. 13 Perception anticipée et ajournement

- (1) La prestation de vieillesse peut être versée au preneur de prévoyance au plus tôt cinq ans avant l'âge de référence.
- (2) Le versement de la prestation de vieillesse peut être ajourné de cinq ans au maximum au-delà de l'âge de référence. Le preneur de prévoyance doit alors prouver qu'il continue d'exercer une activité lucrative. S'il cesse d'exercer l'activité lucrative durant un ajournement, il doit en informer immédiatement la fondation par écrit.

Art. 14 Versement

- (1) Le preneur de prévoyance doit demander le versement sous forme de prestation de vieillesse au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- (2) Pour les preneurs de prévoyance mariés ou liés par un partenariat enregistré, la dissolution ou le versement de la prestation de vieillesse n'est autorisé, dans tous les cas, que si le conjoint ou le partenaire enregistré donne son consentement par écrit et accompagné de sa signature dûment légalisée. S'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou s'il est refusé sans motif légitime, il est possible d'en appeler au tribunal civil.
- (3) Le versement est effectué en CHF sur le compte d'une banque désignée par le preneur de prévoyance. À cette fin, les titres sont en principe liquidés.
- (4) Le versement de l'avoir de prévoyance vaut accomplissement de toutes les obligations réglementaires et légales de la fondation.

3.2. Prestation d'invalidité

Art. 15 Droit aux prestations

L'avoir de prévoyance peut être versé à la demande du preneur de prévoyance si celui-ci perçoit l'intégralité d'une rente d'invalidité de l'assurance fédérale contre l'invalidité fédérale (AI) et si le risque d'invalidité n'est pas assuré.

Art. 16 Versement

En cas de perception sous forme de prestation d'invalidité, le versement est en principe effectué en CHF sur le compte d'une banque désignée par le preneur de prévoyance.

Art. 17 Rente d'invalidité

- (1) La fondation peut proposer au preneur de prévoyance de conclure une assurance d'invalidité. Dans ce cadre, la fondation intervient en tant qu'intermédiaire.
- (2) Le contrat d'assurance est déterminant pour les conditions d'octroi et les droits dans le cas concret.

Libre Passage UP

3.3. Prestations en cas de décès

Art. 18 Ayants droit

Si le preneur de prévoyance décède avant l'échéance de la prestation de vieillesse, les personnes suivantes ont qualité de bénéficiaires, dans l'ordre suivant:

- (a) les survivants au sens des art. 19, 19a et 20 LPP;
- (b) les personnes physiques à l'entretien desquelles le preneur de prévoyance subvenait de manière prépondérante, ou la personne avec laquelle le preneur de prévoyance a formé une communauté de vie ininterrompue d'au moins cinq ans immédiatement avant le décès, ou la personne qui subvient à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs;
- (c) les enfants du défunt qui ne remplissent pas les conditions de l'art. 20 LPP, les parents ou les frères et sœurs;
- (d) les autres héritiers légaux, à l'exclusion des collectivités publiques.

Art. 19 Ordre des bénéficiaires

- (1) Le preneur de prévoyance peut préciser la répartition proportionnelle entre les ayants droit au sein des différents groupes au moyen d'une déclaration électronique (via le portail Internet) ou écrite à l'attention de la fondation.
- (2) Il peut en outre ajouter au cercle des personnes visées à l'art. 18 (a) du présent règlement les personnes visées à l'art. 18 (b).

Art. 20 Refus de la prestation en cas de décès

Si la fondation est informée avant le versement de la prestation de décès que le bénéficiaire a causé intentionnellement la mort du preneur de prévoyance, elle peut refuser tout ou partie de la prestation de prévoyance. Dans ce cas, les droits restants passent à la personne ou aux personnes mentionnées dans l'ordre des bénéficiaires. La fondation n'examine pas activement la cause du décès ni les circonstances qui l'ont entraîné.

Art. 21 Rente de conjoint et de partenaire

- (1) Le preneur de prévoyance peut conclure une assurance selon laquelle le conjoint, le partenaire enregistré survivant ou le partenaire survivant au sens de l'art. 18 (b) du présent règlement a droit à une rente en cas de décès de la personne assurée. La fondation intervient alors en tant qu'intermédiaire.
- (2) Le contrat d'assurance est déterminant pour les conditions d'octroi et les droits dans le cas concret.

Libre Passage UP

3.4. Dissolution anticipée du compte de libre passage

Art. 22 En cas d'entrée dans une nouvelle institution de prévoyance

- (1) L'avoir de prévoyance peut être versé avant l'âge de référence AVS ordinaire s'il est transféré dans une institution de prévoyance exonérée d'impôt ou si la prévoyance est maintenue sous une autre forme prévue par la loi.
- (2) Si le preneur de prévoyance entre dans une nouvelle institution de prévoyance, la fondation verse l'avoir de prévoyance à la nouvelle institution. Si la prestation de sortie acquise par le preneur de prévoyance auprès de la fondation est plus élevée que la prestation d'entrée calculée par la nouvelle institution de prévoyance, le preneur de prévoyance peut utiliser la prestation de sortie non absorbée (excédent) pour maintenir sa prévoyance auprès de la fondation ou d'une autre institution de libre passage, conformément à l'art. 13, al. 1, LFLP.

Art. 23 À la demande du preneur de prévoyance

Le versement anticipé en espèces de l'avoir de prévoyance peut être demandé lorsque:

- (a) le preneur de prévoyance quitte définitivement la Suisse, l'art. 25f LFLP demeurant réservé;
- (b) le preneur de prévoyance démarre une activité lucrative indépendante et n'est plus soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire, la demande devant être présentée dans le délai d'un an à compter du début de l'activité lucrative indépendante et l'indépendant sortant pouvant utiliser sa prestation de sortie pour investir dans l'entreprise, ou
- (c) l'avoir de prévoyance (solde du compte de libre passage ou du dépôt de titres) est inférieur au montant annuel des cotisations du preneur de prévoyance (extrapolé sur une année de cotisation entière) dans la relation de prévoyance précédente.

Art. 24 Versement

En cas de résiliation anticipée du compte ou du dépôt de titres, le versement est effectué en CHF sur le compte du preneur de prévoyance auprès de la banque désignée par lui. Les titres sont liquidés à cette fin.

3.5. Autres prestations

Art. 25 Encouragement à la propriété du logement

- (1) Les preneurs de prévoyance ont le droit d'utiliser une partie de leur avoir de prévoyance pour financer la propriété de leur logement (art. 30a à f, 83a LPP et art. 331d et 331e CO), dans le cadre des dispositions légales.
- (2) Le versement anticipé, exigible au plus tard six mois après réception de la demande complète, est versé à l'organisme désigné par le preneur de prévoyance.

Libre Passage UP

- (3) Les retraits partiels de l'avoir de vieillesse dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement sont prélevés proportionnellement sur l'avoir de vieillesse obligatoire selon la LPP et sur l'avoir de vieillesse subrogatoire.
- (4) Pour les preneurs de prévoyance mariés ou vivant en partenariat enregistré, le versement ainsi que toute constitution ultérieure d'un droit de gage immobilier requièrent le consentement écrit du conjoint ou du partenaire enregistré. Si le preneur de prévoyance n'est pas en mesure de produire ce consentement écrit, il peut en appeler au tribunal civil.

Art. 26 Divorce ou dissolution du partenariat enregistré

À la demande du tribunal compétent, la fondation établit le calcul des dommages-intérêts dans le cadre du divorce et le transmet au tribunal. Si une indemnité est allouée à l'un des conjoints, le juge communique à la fondation le montant à transférer d'office. La fondation est liée par le jugement et les instructions du tribunal. Il en va de même pour la dissolution d'un partenariat enregistré. Si le divorce ou la dissolution a lieu à l'étranger, la reconnaissance du jugement par un tribunal suisse est nécessaire. Par conséquent, seuls les jugements de tribunaux suisses sont reconnus pour le partage de la prévoyance à l'égard de la Fondation.

4. Dispositions générales

Art. 27 Versement de la prestation

- (1) La prestation est fournie exclusivement sous forme de capital (CHF ou titres).
- (2) Si la fondation ne verse pas la prestation de prévoyance ou de libre passage exigible dans les 30 jours après avoir reçu toutes les informations nécessaires, un intérêt moratoire correspondant au taux d'intérêt minimal fixé dans la LPP, augmenté d'un pour cent, est dû à l'expiration de ce délai conformément à l'art. 7 OLP.
- (3) Si un placement en titres ne peut être liquidé à la date du versement, il fait partie de la prestation de prévoyance ou de sortie. S'il est impossible de transférer cette position à un établissement financier au choix du preneur de prévoyance (en cas de prévoyance) ou à la nouvelle institution de prévoyance ou de libre passage (en cas de libre passage), le versement de la part non liquide de la prestation de prévoyance ou de sortie intervient une fois que le placement en titres liquidé.

Art. 28 Formalités

Les formalités suivantes doivent être respectées et les documents suivants doivent être remis pour permettre le versement de l'avoir de prévoyance conformément aux art. 12 à 26 du présent règlement:

- (a) attestation d'état civil pour les preneurs de prévoyance célibataires, la fondation pouvant exiger une légalisation notariée ou une autre preuve de la signature manuscrite;

Libre Passage UP

- (b) signature légalisée du conjoint ou du partenaire enregistré du preneur de prévoyance (art. 16, al. 3, OLP et art. 5, al. 2, LFLP), sachant que s'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou s'il est refusé sans motif légitime, le preneur de prévoyance peut en appeler au tribunal civil;
- (c) copie du jugement de divorce dans le cas de preneurs de prévoyance divorcés;
- (d) certificat judiciaire attestant de la dissolution du partenariat enregistré, le cas échéant;
- (e) copie du livret de famille ou du certificat de famille pour les preneurs de prévoyance veufs; et/ou
- (f) attestation de départ de la commune de domicile en cas de départ définitif de la Suisse au sens de l'art. 23 (a) du présent règlement.

Art. 29 Remboursement

Les prestations touchées par erreur ou indûment doivent être remboursées à la fondation, intérêts compris. Le remboursement peut ne pas être demandé lorsque le bénéficiaire était de bonne foi et que le remboursement le mettrait dans une situation difficile. La décision incombe alors au conseil de fondation.

Art. 30 Annonce au service cantonal compétent

Si un assuré néglige son obligation d'entretien, la fondation peut être tenue d'annoncer l'exigibilité d'une prestation en capital, la mise en gage des avoirs de prévoyance ainsi que la réalisation du gage grevant ces avoirs de prévoyance à l'office spécialisé cantonal compétent qui peut ensuite engager une procédure visant à mettre en sûreté ces contributions d'entretien (art. 24^{fbis} LFLP). Aucun intérêt moratoire n'est dû tant que le versement d'une prestation en capital n'est pas autorisé en raison d'une annonce et du délai de blocage au sens de l'art. 24^{fbis} LFLP ou d'une procédure subséquente de mise en sûreté des contributions d'entretien.

Art. 31 Versement de la prestation

- (1) Pour le versement de son avoir de prévoyance ou de sa prestation de vieillesse, le preneur de prévoyance doit fournir à la fondation toutes les informations nécessaires et lui présenter les justificatifs exigés. La Fondation met à disposition le formulaire correspondant en fonction de la situation. Les documents doivent être remis dans l'une des trois langues officielles de la Suisse (allemand, français, italien) ou en anglais.
- (2) Pour le versement de prestations de libre passage et de vieillesse, la fondation donne l'ordre, après approbation de la demande de versement du preneur de prévoyance, de vendre les droits dans le cadre de dépôts de titres. La fondation procède à la vente dans un délai de cinq jours ouvrables. En cas de décès du preneur de prévoyance, le mandat est donné immédiatement, dès que la fondation a été informée du décès par écrit et sur présentation d'un document officiel.

Libre Passage UP

- (3) La fondation se réserve le droit d'exiger d'autres documents du preneur de prévoyance aux frais de ce dernier.
- (4) En cas de litige concernant la personne de l'ayant droit, la fondation est habilitée à consigner l'avoir de prévoyance ou la prestation de vieillesse conformément à l'art. 96 CO.

Art. 32 Impôts

- (1) L'avoir de prévoyance, y compris les intérêts, est imposable au moment du paiement selon le droit suisse. La fondation a une obligation d'informer les autorités fiscales. Il est recommandé au preneur de prévoyance de clarifier au préalable le traitement fiscal avec l'autorité fiscale compétente. Le preneur de prévoyance est seul responsable des conséquences fiscales et de toute procédure de rappel d'impôt.
- (2) Si le preneur de prévoyance a son domicile à l'étranger au moment du versement ou s'il quitte définitivement la Suisse, l'impôt à la source est prélevé lors du versement. La fondation est assujettie au taux d'imposition à la source du canton de Schwyz.

Art. 33 Centrale du 2^e pilier

- (1) Chaque année jusqu'à fin janvier, la Fondation annonce à la Centrale du 2^e pilier toutes les personnes pour lesquelles elle gère un avoir au cours du mois de décembre de l'année précédente. Si, à l'exigibilité de l'avoir de prévoyance, la fondation ne dispose pas d'instructions claires du preneur de prévoyance pour le versement ou si elle ne connaît pas clairement les bénéficiaires, l'avoir est annoncé à la Centrale du 2^e pilier, mais reste auprès de la fondation jusqu'à nouvel ordre.
- (2) À l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'âge de référence, ces avoirs provenant de comptes de libre passage sont transférés au Fonds de garantie LPP.

Art. 34 Interdiction de cession et de mise en gage

Le droit aux prestations de la fondation ne peut être ni cédé ni mis en gage avant leur échéance. Les art. 25 et 26 du présent règlement demeurent réservés.

Art. 35 Refus et résiliation par la fondation

- (1) La fondation peut refuser l'ouverture d'un compte de libre passage sans avoir à en indiquer les motifs. Elle communique son refus par écrit.
- (2) La fondation peut en outre résilier unilatéralement la relation de prévoyance à tout moment et sans avoir à indiquer de motifs. Elle en informe le preneur de prévoyance par écrit. Le preneur de prévoyance s'engage à indiquer à la fondation, dans les 30 jours suivant la réception de la communication, où sa prestation de sortie doit être transférée pour le maintien de la prévoyance. Le transfert à une autre fondation de libre passage ou à l'institution supplétive LPP requiert l'accord exprès du preneur de prévoyance.

Libre Passage UP

Art. 36 Protection des données

- (1) En acceptant la convention de prévoyance, le preneur de prévoyance consent à ce que ses données personnelles soient enregistrées ou traitées par la fondation ainsi que par des tiers mandatés par elle pour l'exécution de la convention de prévoyance et à d'autres fins mentionnées dans la déclaration de protection des données, dans la mesure nécessaire à l'exécution des tâches respectives.
- (2) La fondation et les tiers mandatés par elle ne collectent et ne traitent que les données nécessaires au maintien de la prévoyance professionnelle.
- (3) De plus amples informations sur le traitement des données effectué par la fondation et les tiers mandatés par elle figurent dans la déclaration de protection des données correspondante, accessible sur le portail Internet.

5. Dispositions finales

Art. 37 Responsabilité

La fondation ne répond pas envers les preneurs de prévoyance des conséquences résultant de l'inexécution par ces derniers d'obligations légales, contractuelles et réglementaires. Les dommages résultant de défauts de légitimation ou de faux non décelés sont à la charge du preneur de prévoyance ou de tout autre bénéficiaire, pour autant que la fondation ait fait preuve de la diligence d'usage. La fondation se réserve le droit de faire valoir le dommage subi de ce fait et d'exiger la restitution des prestations indûment versées (art. 35a LPP) ou de les compenser.

Art. 38 Lacunes du règlement

Si le présent règlement ne prévoit aucune disposition applicable à une situation particulière, le conseil de fondation adopte une réglementation compatible avec son but.

Art. 39 Modifications du règlement

Le conseil de fondation peut décider en tout temps de modifier le présent règlement. La fondation informe les preneurs de prévoyance des modifications du règlement sous une forme appropriée.

Art. 40 Interprétation du règlement

La version allemande fait foi pour l'interprétation de tous les règlements. Le genre masculin désigne également les personnes de sexe féminin.

Art. 41 For et droit applicable

Le règlement est soumis au droit suisse. En cas de litige entre le preneur de prévoyance, d'autres ayants droit et la fondation, les tribunaux désignés à l'art. 73 LPP sont

Libre Passage UP

compétents. Au surplus, le for pour tous les types de procédure est Schwyz. Il en est de même pour le for d'exécution et de poursuite pour les preneurs de prévoyance/cocontractants sans domicile ni siège en Suisse.

Art. 42 **Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur en septembre 2025.

Libre Passage UP

Pour le conseil de fondation de Libre Passage UP

Lieu/Date: _____

Nom: _____

Titre: _____

Signature: _____